

AVANT-PROPOS

J'aime la France et les Français. Je rage que notre pays n'épanouisse pas mieux ses talents, que tant de ses enfants subissent le monde plutôt que de le construire. Les plaies sont profondes : chômage, déficits, terrorisme, déprime. Mais les atouts sont là. De belles paroles ? Non, si la réponse vient vite. Le temps ne joue pas pour la France, ni pour son identité ni pour sa prospérité. Sauf à agir fort et juste. Et surtout maintenant !

En politique, il y a tant d'esbroufe, de communication, d'effets d'annonce, de conformisme ou au contraire d'opportunisme, que l'on peut désespérer. Mais en politique il y a aussi des hommes et des femmes pour lesquels la résignation, le cynisme ne sont pas de mise. Des hommes et des femmes qui vivent la politique comme une mission et non comme un jeu. J'en suis.

Évidemment, la France commande du neuf. Mais le neuf ne saurait être ni recyclage ni apparence. Surtout, le neuf c'est du fond. Le travail qui s'annonce doit prendre acte du double échec de la droite au pouvoir en 2012 et de la gauche depuis. La « sortie du système », vers le Front national ou l'extrême gauche, ouvre des voies de refus davantage que des solutions. Je ne me

contenterai jamais de dénoncer, même si les erreurs commises doivent être dites. Je suis libre de critiquer et de proposer. Parmi les candidats aux primaires présidentielles de 2017, j'ai la rare caractéristique de n'avoir pas été ministre de Nicolas Sarkozy. Mon travail de député a toujours été libre, uniquement guidé par le peuple que je représente. Mon propos a toujours été lucide et franc, aussi bien avant qu'après l'échec de 2012. Je n'ai jamais été courtisan et j'en ai payé le prix. Cela me rend plus légitime à m'avancer.

J'aborde l'élection présidentielle par la face nord, la plus difficile : celle du projet. Car tout doit être dit, sans démagogie, sans résignation. Il faut de la pédagogie et de la méthode. Du courage et de l'exigence. Éloignons-nous des slogans faciles contre l'Europe et les élites, contre la science et la culture, contre le temple et la raison, contre la foi, contre la loi. Méfions-nous de l'autorité comme seul paradigme de l'action publique. L'autorité n'est pas un but en soi ; elle est une nécessité pour faire éclore la liberté. L'« état d'urgence » répond mal aux enjeux de la France dans sa définition sécuritaire, quand François Hollande refuse de désigner le terrorisme par sa nature islamiste. Mais aussi quand le même François Hollande abuse de la métaphore en évoquant « l'état d'urgence économique et sociale », alors que ce chantier commande surtout de la pédagogie, de l'innovation et du courage.

Serai-je élu président de la République ? Ce serait un bien pour la France.

Je veux, en tout cas, permettre que le meilleur soit élu, et qu'il le soit avec les engagements les plus clairs, le projet le plus efficace. Si c'est un autre, les citoyens l'auront décidé. Si c'est moi, ma force est dans ma constance

AVANT-PROPOS

et ma cohérence, mon amour du pays, enfant d'Alger et de Crest, qui fonde mon combat et mon optimisme. Oui, je veux construire avec vous un chemin d'optimisme, une vision d'avenir. Je vous propose un projet et une méthode : « Le Printemps des Libertés. »

INTRODUCTION

Comment écrire un livre sur un projet politique après les actes terroristes du 13 novembre ? Je me suis posé cette question à de multiples reprises ces derniers mois. Une grande partie de cet ouvrage étant déjà rédigée avant ces attentats qui ont meurtri la France, devais-je tout reprendre ? Considérer que la ligne politique que je tisse depuis plusieurs années, avec abnégation et cohérence, devait être repensée ?

Remettre en cause nos valeurs et nos principes reviendrait à offrir aux terroristes une victoire idéologique. Jamais je n'aurai la faiblesse de céder un pouce de mes convictions face à ces assassins sans scrupules ni culture. Jamais je ne me laisserai dicter l'agenda politique par des meurtriers qui sont les produits paradoxaux de l'arrogance de la modernité et d'un obscurantisme moyenâgeux.

Ces événements tragiques m'ont plus que jamais conforté dans mes convictions. La verticalité du pouvoir n'est plus adaptée à la réalité des menaces et des opportunités du monde moderne. La France doit renouer avec une tradition girondine trop longtemps éclipsée par une logique jacobine partagée par une bonne partie de

la droite et de la gauche. On ne lutte pas contre Daech comme on luttait contre l'Allemagne nazie. On ne bâtit plus des filières industrielles comme au temps des plans d'après-guerre. Tout est plus décentralisé aujourd'hui, ne pas le voir serait nous condamner au déclin et nous fragiliser face aux dangers.

L'État doit se recentrer sur ses missions régaliennes, pour lesquelles il est légitime mais, hélas, beaucoup trop faible. L'État doit être fort dans son champ de responsabilité sans pour autant étouffer la société civile, en particulier dans le domaine économique et social. Je ne renie pas la valeur d'autorité, qui est essentielle au bon fonctionnement des sociétés. Mais l'État ne doit pas avoir le monopole de l'autorité et celle-ci doit être équilibrée par le principe de liberté. Je regrette la fascination croissante de beaucoup, à droite, pour des formes nouvelles d'autoritarisme, dont Vladimir Poutine est une bonne illustration. Je suis attaché à l'ordre, mais pas seulement à l'ordre venu d'en haut : l'ordre spontané, issu du terrain, me semble plus riche et plus fécond.

La menace terroriste et djihadiste étant de plus en plus décentralisée, la société française doit adapter sa réponse. En parallèle de nos unités d'élite nationales, nous devons développer de multiples moyens de défense sur le terrain, qu'il s'agisse d'un réseau de renseignement impliquant la société civile, de la pratique du secourisme et des moyens d'autodéfense chez tous les citoyens ou encore de la montée en puissance d'une véritable Garde nationale pour épauler nos forces de sécurité sur le territoire.

Mais la lutte contre le terrorisme ne doit pas nous conduire à minimiser les autres problèmes de notre pays. La présidentielle de 2017 doit libérer la France d'une gauche idéologue et sourde aux véritables attentes du

peuple. Un tel espoir ne pourra se concrétiser que si la future majorité s'attelle à bâtir un projet politique concret. Devant la gravité de la situation, les mesquines querelles de personnes et les batailles de slogans démagogues doivent s'effacer. Le prochain gouvernement ne pourra se prévaloir d'une réelle légitimité pour réformer que si les mesures à mettre en œuvre ont été annoncées tôt. La France ne peut pas se permettre de perdre à nouveau cinq ans ! Malgré sa volonté et son dynamisme, Nicolas Sarkozy n'a pu mener lors de son quinquennat qu'une petite partie des réformes nécessaires. Certains maux dont souffre notre pays avaient pourtant été dénoncés, à travers des discours équivoques sur les 35 heures ou le pertinent constat de François Fillon sur « la France en situation de faillite » dès l'été 2007. Quand le courage et la méthode manquent...

Le monde dans lequel nous vivons évolue de plus en plus vite : les nouvelles technologies bouleversent l'ensemble des activités humaines, le principe du salariat est remis en cause, les pays émergents changent de dimension... À l'intérieur de nos frontières, les initiatives semblent pourtant sans cesse bloquées. Dans une logique qui conduit à une infantilisation généralisée, les citoyens sont ballottés au gré de décisions imposées d'en haut par les institutions publiques ou privées. Subissant autant les injonctions des pouvoirs publics nationaux et européens que celles des multinationales et du système financier, notre société endure simultanément une étatisation et une globalisation sans limites. Face à des évolutions sur lesquelles ils n'ont aucune prise, les individus sont gagnés par le sentiment de n'être plus que des pions. Certains responsables politiques ont réussi à convaincre une partie de l'opinion que la solution passe

par un repli sur soi, à travers une fermeture de nos frontières et un rôle accru de l'État. Mais cette perspective serait une impasse: l'étatisation n'a rien à envier à la mondialisation en termes d'aliénation des individus et le repli sur soi ne peut s'appliquer dans une société ouverte et connectée comme la nôtre. Nul ne peut prétendre gouverner comme si Internet et l'interconnexion à l'échelle mondiale n'existaient pas! La solution ne peut plus venir d'en haut mais doit surgir d'en bas: ce n'est plus l'État seul qui changera la donne, mais l'émergence d'initiatives locales et personnelles. Dans la réalité de notre époque, le rôle du politique est avant tout de faciliter l'émancipation des personnes et de la société civile. Une vision à la fois humble, exigeante et exaltante.

La France a besoin d'un Printemps des Libertés, un souffle qui libère l'activité économique et permet à la société civile de reprendre son destin en main. Les propositions que je porte représentent un ensemble cohérent dont l'application pourrait enfin redresser notre pays et faire éclore les multiples initiatives qui bourgeonnent un peu partout dans la société. Pour que cet important programme de réformes puisse voir le jour et être accepté par les Français, il est nécessaire de les rassurer sur certains sujets fondamentaux. L'idée de changement ne doit pas plonger nos concitoyens dans l'angoisse et l'insécurité. Pour s'aventurer au large, un pays doit être sûr de ses ancrages. « Réformer ce qu'il faut, conserver ce qui vaut »: maxime de Benjamin Disraeli, plus que jamais d'actualité. Les Français ont avant tout besoin d'être rassurés sur quatre grandes thématiques: la famille, considérablement abîmée sous la présidence de François Hollande; la sécurité, cette grande liberté au nom de laquelle l'État affirme son autorité; l'identité

française, qui doit être réaffirmée dans sa richesse et face aux menaces ; et l'Europe, qui nécessite d'être à la fois simplifiée comme le souhaite David Cameron et renforcée comme le suggère Angela Merkel.

Dans ce livre, je propose, clés en main, l'agenda des mesures à lancer dès le début du prochain quinquennat. Ces réformes, essentiellement législatives, représentent une réponse authentiquement de droite aux problèmes de notre pays. En Grande-Bretagne, l'expérience de Margaret Thatcher et de David Cameron a prouvé qu'il était possible d'engager des changements profonds, à condition de les entreprendre dès le début d'un mandat, pour éviter l'opposition des corporatismes, grâce à l'onction du suffrage universel. Mais cette perspective nécessite aussi de faire preuve de pédagogie tout au long de la campagne électorale pour expliquer les réformes à venir. Redresser notre pays représente une tâche immense. Avec une dépense publique qui dépasse 50 % du PIB, notre économie a cessé d'être libre. Avec l'acceptation tacite que les lois sociétales de la gauche représentent des « progrès » sur lesquels nous ne pourrions revenir, nous avons abdiqué sur nos valeurs. Avec le renoncement de la droite sur une partie de ses convictions, nous avons cédé à l'influence du politiquement correct. Un politiquement correct de gauche qui reste toujours aussi influent dans les médias, mais qui perd chaque jour du terrain dans l'opinion.

À force de tergiversations et de renoncements, la droite a donné raison à ceux qui prétendent que le clivage entre gauche et droite n'a plus de sens, conférant ainsi le monopole de la politique alternative aux extrêmes, au premier rang desquels figure le Front national. Les repères se brouillent d'autant qu'une partie de la gauche

française s'est convertie à l'économie de marché, avec quelques décennies de retard sur ses homologues européennes. De son côté, la droite accrédite l'idée d'une proximité avec la gauche en adoptant un discours trop tiède sur le plan économique. En démentant son audace proclamée, hier par son inaction au gouvernement ou, aujourd'hui, par ses votes dans l'opposition. Par la cohérence et la force de mes convictions, je me sens plus libre. J'ai ainsi été l'un des rares députés de droite à soutenir la loi Macron, qui comprend des avancées indéniables en matière microéconomique. J'ai horreur des jeux de rôle qui voudraient que l'opposition s'oppose toujours, quelles que soient les propositions avancées par la majorité. Tout ce qui va dans la bonne direction est bon à prendre, d'autant plus que la droite au pouvoir n'a pas eu suffisamment de courage pour supprimer les freins à l'activité économique. Les promesses de campagne en ce sens, comme la suppression des 35 heures, n'apparaissent alors que comme des vaines tentatives d'incarner encore ce qui fait notre identité.

Ce brouillage des repères, qui ne se limite pas à la sphère économique, n'est pas pour autant synonyme de sagesse ou de consensus. Comment pourrait-il en être ainsi alors que la politique menée depuis trente ans a engendré un chômage global qui s'élève à 10 % de la population active, une dette publique qui atteint presque 100 % du PIB et une insécurité qui ne cesse de grandir ? Depuis Mai 68, l'amalgame de l'offre politique a été savamment orchestré par la gauche, avec des tabous qui ont fini par délégitimer la pensée conservatrice sur l'immigration, la sécurité, l'école ou même le capitalisme. Ce

INTRODUCTION

discours de culpabilisation a atteint sa cible : la droite a peur de penser par elle-même et d'affirmer ses valeurs.

Avec ce livre, je n'ai pas pour objectif de convaincre du bien-fondé de la pensée de droite. Cette intuition est partagée par beaucoup. Je l'ai évoquée dans un précédent ouvrage, *Le bonheur regarde à droite*¹. Mon ambition est aujourd'hui plus opérationnelle : présenter un ensemble de mesures cohérentes qui s'appuie sur la réalité de cette pensée. J'ai l'espoir que cet ouvrage offre une réponse à tous ceux qui croient en ces valeurs et qui se désespèrent de ne pas les voir se concrétiser dans l'action publique. Il est encore possible de briser certains tabous et de dénoncer les impostures de la gauche. Il n'est pas trop tard pour apporter des solutions au lieu de se contenter d'incantations abstraites. Un nouvel horizon est à portée de main : un Printemps des Libertés à même de réveiller la France. J'exprime, je ressens ce projet. J'en mesure la mission. Je suis candidat aux primaires de la droite et du centre pour l'élection présidentielle de 2017.

1. Cerf, 2014.

PREMIÈRE PARTIE

LA DROITE DÉTIENT LES CLÉS POUR REDRESSER LA FRANCE

Demain, la droite aura la responsabilité de redresser la France. Nous détenons les clés du changement. Nous devons retrouver confiance en notre identité et en nos valeurs. Faire souffler un vent de liberté tout en restaurant l'autorité : telle est la tâche à laquelle nous ne pouvons plus nous dérober et à laquelle je veux prendre toute ma part. Avant tout, il est nécessaire de ranimer la fierté d'être de droite. La fierté d'une droite qui exprime l'autorité, comme les temps tragiques l'exigent, mais aussi la fierté d'une pensée riche, pertinente.

Une élection présidentielle se joue autant sur une vision que sur un programme détaillé. Celui qui se présente devant les Français doit proposer un objectif à atteindre et un chemin pour y parvenir. Il doit mener bataille sur le terrain des convictions sans craindre le combat idéologique. Je ne crois pas à une politique désincarnée, qui ne répondrait qu'à un prétendu pragmatisme. Sans être sectaire, je revendique les clivages

intellectuels et culturels entre la droite et la gauche, de même qu'entre la droite et le Front national.

Je veux convaincre les Français que les valeurs portées par la droite sont celles qui soigneront les maux de notre pays. Je souhaite aussi leur démontrer que la gauche a failli, que le quinquennat de François Hollande n'a apporté aucune des réformes dont la France a besoin. Faire l'impasse sur ce débat idéologique en estimant que le triste bilan de la gauche la disqualifiera auprès des électeurs serait une erreur, comme il serait faux de penser que le Front national sera discrédité du fait de ses propositions irréalistes. Si la droite n'est perçue que comme un choix par défaut, elle risque de perdre les prochaines élections ou de se trouver dans l'incapacité d'exercer efficacement le pouvoir. La première victoire doit être idéologique.